

POLITIQUE • GOUVERNEMENT ATTAL

Au-delà de la surprise Rachida Dati, un nouveau gouvernement resserré marqué par une étonnante stabilité

S'il a fait entrer dans l'équipe de Gabriel Attal des personnalités issues de la droite, comme l'ancienne garde des sceaux ou la chiraquienne Catherine Vautrin, Emmanuel Macron a surtout maintenu à leur poste la plupart des ministres-clés, de Gérard Darmanin à Bruno Le Maire en passant par Sébastien Lecornu ou Eric Dupond-Moretti.

Par Nathalie Segauenes

Publié aujourd'hui à 05h51, modifié à 05h58 • Lecture 6 min.

Article réservé aux abonnés



Gérald Darmanin et Gabriel Attal, au commissariat d'Ermont-Eaubonne (Val-d'Oise), le 10 janvier 2024. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

Après la surprise Attal, le choc Dati. Tout aussi inattendue que l'arrivée à Matignon du jeune ministre de l'éducation, l'irruption de l'ex-ministre sarkozyste Rachida Dati dans le nouvel exécutif macroniste a provoqué la sidération, jeudi 11 janvier, jusque dans les rangs du camp présidentiel. C'est pourtant Emmanuel Macron lui-même qui a eu l'idée d'enrôler la maire LR du 7^e arrondissement de Paris, « *une personnalité politique impactante, populaire, dotée d'une forte notoriété* », souligne l'Élysée.

Lire aussi : [Qui sont les ministres du gouvernement de Gabriel Attal ?](#)



Celle qui fustigeait il y a quelques années « *l'absence d'idéologie* » et de « *convictions* » d'Emmanuel Macron, et ne voyait dans La République en marche qu'« *un parti de traîtres de gauche et de traîtres de droite* », se retrouve propulsée, près de quinze ans après son départ de la Place Vendôme, au septième rang du nouvel exécutif dans l'ordre protocolaire, devant quelques-uns des poids lourds du gouvernement.

Emmanuel Macron, présenté à Rachida Dati il y a une dizaine d'années par Jean-Pierre Jouyet, alors secrétaire général de la présidence Hollande, avait en tête depuis longtemps l'idée de la recruter. Et s'en est chargé personnellement ces dernières semaines, tenant le nouveau premier ministre à l'écart de l'opération. Gabriel Attal, qui assurait mardi à Eric Ciotti, patron des Républicains, qu'il n'y aurait pas de « *débauchage* » dans ses rangs, n'a été informé du ralliement de l'élue parisienne qu'une fois le deal conclu.

« Casser les barrières »

Connue pour son franc-parler, Rachida Dati a annoncé elle-même aux élus parisiens sa nomination au ministère de la culture lors d'une visioconférence. Elle succède à Rima Abdul Malak. L'ancienne conseillère culture du président de la République s'est aliénée celui-ci dans l'affaire Depardieu, en ne l'informant pas de la « procédure disciplinaire » engagée par la grande chancellerie de la Légion d'honneur à l'encontre de l'acteur français, à la suite de propos graveleux révélés par l'émission « Complément d'enquête ».

Rue de Valois, Rachida Dati aura vocation, précise l'Elysée, à « *casser les barrières de l'accès à la culture, conformément à l'ADN du macronisme* ». « *Qu'on l'aime ou qu'on ne l'aime pas, on ne peut pas douter de sa capacité à amener la culture vers des gens qui en sont éloignés* », insistait Gabriel Attal jeudi soir sur TF1. Frédéric Mitterrand, ancien ministre de la culture de Nicolas Sarkozy, a salué ce choix, jugeant qu'il est « *temps que ce ministère soit soumis à un tremblement de terre* ».

Lire aussi : [Rachida Dati, ministre de la culture : une nomination surprise, fruit d'un deal avec Emmanuel Macron](#)



S'il est devenu courant, depuis 2017, que des ministres se retrouvant mis en examen restent à leur poste, l'ex-garde des sceaux fait son entrée au gouvernement alors qu'elle est mise en examen pour « corruption » et « trafic d'influence », ce qui constitue une première. « *Mise en examen, ce n'est pas une condamnation (...), cela ne signifie pas une culpabilité* », a balayé Gabriel Attal jeudi soir sur TF1, saluant « *une femme d'engagement, d'énergie, qui toute sa vie s'est battue pour obtenir ce qu'elle voulait obtenir* ».

Newsletter

« Politique »

Chaque semaine, « Le Monde » analyse pour vous les enjeux de l'actualité politique

[S'inscrire](#)

« *Choqué* » dans un premier temps par la nomination de l'ex-égérie sarkozyste, le patron des sénateurs macronistes, François Patriat, lui reconnaît toutefois le mérite de savoir « *cogner l'extrême gauche et l'extrême droite* ». Ce qui n'est pas inutile, à cinq mois des élections européennes.

« Chacun vient avec son histoire »

Moins connue, une autre personnalité venue de LR fait son entrée dans ce gouvernement : Catherine Vautrin, ancienne ministre sous Jacques Chirac, présidente du Grand Reims, que le chef de l'Etat avait déjà voulu nommer première ministre en 2022, avant d'y renoncer face à un tir de barrage de l'aile gauche de la macronie. Elle hérite d'un « *grand ministère social* » comprenant le travail, la santé et les solidarités. « *Il y aura bientôt plus de cadres LR au gouvernement qu'au sein de la direction des Républicains* », a applaudi le président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Renaud Muselier, macroniste venu de la droite.

Lire aussi : [Après la nomination de Rachida Dati au ministère de la culture, la droite sonnée](#)



L'entourage d'Emmanuel Macron présente ces deux nouvelles recrues comme « *l'illustration du dépassement, du fait que la poutre continue de travailler, que le macronisme attire au-delà de son parti* ». Et dénonce la « *vieille grille d'analyse droite/gauche imposée par des partis politiques qui ont fait 1,7 % et 4,7 % à la présidentielle. Le président fait des choix en conscience, qu'il pense être dans l'intérêt du pays.* » Gabriel Attal nie également tout virage à droite et prétend ne s'intéresser « *qu'aux talents* ». « *Je ne suis pas là pour demander à des ministres de vider leurs poches et de montrer la carte de leur parti* », s'est-il défendu jeudi soir, « *chacun vient avec son histoire* ».

Au-delà de l'inflexion de la ligne politique, ce remaniement se caractérise par une étonnante stabilité. La plupart des ministres-clés sont reconduits, de Bruno Le Maire à l'économie et aux finances à Gérald Darmanin à l'intérieur, en passant par Sébastien Lecornu aux armées et Eric Dupond-Moretti à la justice. Tout comme, côté alliés, Marc Fesneau à l'agriculture pour le MoDem de François Bayrou, et Christophe Béchu à la transition écologique et à la cohésion des territoires pour le parti Horizons d'Edouard Philippe.

« Un recul de quinze ans »

Bruno Le Maire voit même son périmètre élargi à l'énergie. Un mouvement qui doit selon lui favoriser la bonne « *réalisation du programme nucléaire français* », mais qui suscite l'inquiétude de défenseurs de l'environnement. La question des énergies était jusqu'ici portée par une ministre de plein exercice, Agnès Pannier-Runacher, ministre de la transition énergétique dans le précédent gouvernement, également chargée du climat. Le WWF France a jugé « *inquiétante* » la « *disparition du ministère de la transition énergétique dans l'organigramme gouvernemental et son rattachement au ministère de l'économie* ». « *C'est un recul de quinze ans. Comment le premier ministre pourra-t-il encore prétendre être en charge de la planification écologique et de la planification énergétique alors que ces deux portefeuilles seront à nouveau écartelés entre des ministères et des intérêts opposés ?* », regrette le WWF dans un communiqué.

Catherine Colonna est quant à elle écartée des affaires étrangères, qui reviennent à l'eurodéputé et chef du parti présidentiel Renaissance, Stéphane Séjourné, proche d'Emmanuel Macron. « *Mettre un député européen aux affaires étrangères, ce n'est pas rien en termes de symbole* », souligne l'Elysée. Le président du groupe Renew au Parlement européen ne se projetait cependant pas au quai d'Orsay il y a quelques semaines encore. Ainsi avait-il annoncé fin novembre son « *envie* » de conduire la liste de la majorité présidentielle aux élections européennes de juin. Olivier Véran, remplacé par Prisca Thévenot (ex-secrétaire d'Etat chargée de la jeunesse et du service national universel) au poste de porte-parole du gouvernement, est désormais pressenti pour conduire la bataille des européennes.

Lire aussi : [Au ministère des affaires étrangères, le fidèle macroniste Stéphane Séjourné succède à Catherine Colonna](#)



Si la parité est numériquement respectée dans ce nouvel exécutif, les cinq ministères régaliens (intérieur, justice, armées, affaires étrangères et économie) sont occupés par des hommes. Mais le président a voulu récompenser « *la société civile qui réussit* » en élargissant le périmètre de la ministre des sports et des Jeux olympiques, Amélie Oudéa-Castéra, ancienne championne de tennis, à l'éducation nationale et à la jeunesse. Cette bonne élève, ancienne camarade de promotion d'Emmanuel Macron à l'ENA, s'est notamment illustrée depuis 2022 en poussant vers la sortie [Noël Le Graët](#) et [Bernard Laporte](#) des fédérations françaises de football et de rugby.

L'effacement du « macronisme des origines »

La ministre des solidarités et des familles, Aurore Bergé, en revanche, proche de l'ancienne première ministre Elisabeth Borne, est rétrogradée au poste de ministre déléguée à l'égalité entre les femmes et les hommes. Emblématique de l'effacement du « *macronisme des origines* », Stanislas Guerini, ancien délégué général de La République en marche, ministre de la transformation et de la fonction publiques depuis 2022, n'est pas reconduit.

L'entourage d'Emmanuel Macron vante « *le gouvernement le plus resserré de la V^e République* », avec seulement quatorze ministres à ce stade. Encore faut-il attendre la liste des secrétaires d'Etat, dans

une dizaine de jours, pour pouvoir en juger. L'intérêt d'une équipe resserrée, « *c'est d'avoir un gouvernement coordonné* », gage d'efficacité, a justifié Gabriel Attal. Pour le constitutionnaliste Jean-Philippe Derosier, un gouvernement resserré présente surtout l'avantage de « *renforcer l'autorité, car moins l'on est nombreux, plus la décision du chef s'impose facilement : il est plus facile de diriger une équipe d'une dizaine de personnes que d'une vingtaine ou d'une quarantaine.* »

Lire aussi : [Prisca Thévenot, une macroniste de la première heure promue porte-parole du gouvernement](#)



Et ce resserrement à un coût : trois secteurs en crise se retrouvent maltraités. L'éducation, présentée comme la « *mère des batailles* » par le duo exécutif, est désormais diluée dans un grand portefeuille mêlant jeunesse, sports et Jeux olympiques de Paris. Tout comme la santé, rattachée au travail et aux solidarités. Tandis que le logement ne mérite toujours pas un ministre de plein exercice.

Alors qu'Emmanuel Macron compte sur son premier ministre pour mettre en œuvre son projet de « *régénération* », son entourage présente la promotion de Prisca Thévenot au porte-parolat, de la députée Renaissance Marie Lebec (Eure) aux relations avec le Parlement, de Stéphane Séjourné au Quai d'Orsay et de Gabriel Attal à Matignon, comme autant de signes manifestes qu'une « *génération Macron a émergé. Ce n'est pas "après moi le déluge", le macronisme s'inscrit bien dans le temps long* ». Un phénomène largement éclipsé par l'irruption de Rachida Dati. « *La "régénération", c'est celle des dinosaures sarkozystes* », a ironisé sur X le premier secrétaire du PS, Olivier Faure.

Lire aussi le récit : [Dans ses vœux aux Français, Emmanuel Macron affiche sa « détermination » à « réarmer » la nation](#)



Nathalie Segauenes

Le Monde Ateliers

Découvrir

Cours du soir

Immersion dans l'économie du crime

Cours du soir

Comment regarder un tableau

Cours en ligne

De Maria à Diva, l'Opéra à travers la Callas

Voir plus